

Préparer l'avenir de la jeunesse congolaise en République démocratique du Congo à l'horizon 2035 : défis démographiques, éducatifs et entrepreneuriaux.

SALAKIAKU MBUTA TRICA

Chef de travaux à l'ISPT-Kinshasa et ASSR2 à l'Institut Géographique du Congo;

Aaron MWESSWA MUSIMBI *ASSR2 à l'Institut Géographique du Congo;*

BESONGO ABELO ANTOINETTE *ASSR2 à l'Institut Géographique du Congo.*

Résumé

La République démocratique du Congo (RDC) se trouve à un tournant décisif de son histoire. Avec une population estimée à plus de 110 millions d'habitants et un taux de croissance démographique d'environ 3 % par an, le pays devrait approcher les 148 millions d'habitants d'ici 2035. Cette dynamique démographique, portée par une jeunesse représentant plus de 60 % de la population, constitue à la fois un atout considérable et un défi majeur. Le chômage et le sous-emploi touchent plus de 70 % des jeunes, tandis que 18 % d'entre eux arrivent sur le marché du travail sans aucune éducation. Cet article propose une analyse prospective des conditions nécessaires pour préparer l'avenir de la jeunesse congolaise à l'horizon 2035. Il examine les politiques publiques en cours, notamment le programme présidentiel « Debout Jeunes Congolais », la Politique nationale de la formation professionnelle 2026-2035 et les initiatives d'innovation numérique. L'analyse révèle que la transition démographique, la transformation éducative et l'écosystème entrepreneurial constituent les trois piliers d'une stratégie intégrée. L'article formule des recommandations pour transformer le dividende démographique en moteur de développement durable.

Mots-clés : *jeunesse congolaise, RDC 2035, démographie, éducation, entrepreneuriat, formation professionnelle, dividende démographique.*

Date of Submission: 09-09-2026

Date of Acceptance: 18-09-2026

I. Introduction

La République démocratique du Congo incarne l'une des paradoxes les plus frappants du continent africain : un pays immensément riche en ressources naturelles, mais dont la population demeure majoritairement pauvre. Cette contradiction trouve son expression la plus aiguë dans la situation de sa jeunesse. Avec un âge médian de 16 ans, près de 50 % de la population congolaise est âgée de moins de 16 ans, soit environ 55 millions de jeunes Congolais. Cette réalité démographique impose une réflexion urgente sur la création d'emplois et la préparation de cette génération à devenir le moteur du développement national.

La période 2025-2035 a été identifiée comme une « décennie décisive » pour la RDC. Au cours de cette décennie, des millions de jeunes Congolais accéderont au marché du travail, créant une pression sans précédent sur les infrastructures, les services sociaux et les capacités d'absorption de l'économie. Selon les projections, la RDC devra créer 9,6 millions d'emplois d'ici 2030 pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. Cette équation démographique, couplée aux vulnérabilités climatiques et aux fragilités institutionnelles, constitue un défi existentiel pour la nation.

Cet article se propose d'analyser les conditions de préparation de l'avenir de la jeunesse congolaise à l'horizon 2035. Il s'articule autour de trois axes principaux : la dynamique démographique et ses implications, la transformation du système éducatif et de la formation professionnelle, et l'émergence d'un écosystème entrepreneurial et numérique. L'hypothèse centrale est que la RDC dispose d'une fenêtre d'opportunité historique pour transformer son dividende démographique en moteur de développement, à condition de mettre en œuvre des politiques coordonnées et ambitieuses.

II. Cadre théorique et méthodologique

2.1. Cadre conceptuel

Cette étude mobilise le concept de « dividende démographique », défini comme l'avantage économique potentiel résultant d'une structure par âge favorable, où la population en âge de travailler est proportionnellement plus importante que la population dépendante. Pour que ce dividende se matérialise, trois conditions sont nécessaires : (1) une transition démographique engagée, (2) des investissements massifs dans le capital humain, et (3) des opportunités économiques suffisantes pour absorber la main-d'œuvre.

Le cadre analytique intègre également la notion de « fenêtre d'opportunité démographique », période limitée durant laquelle la structure par âge est la plus favorable. Pour la RDC, cette fenêtre s'ouvre actuellement et pourrait se refermer d'ici 2050 si les investissements nécessaires ne sont pas réalisés.

2.2. Méthodologie

L'analyse s'appuie sur une revue systématique de la littérature grise et scientifique, complétée par l'examen des documents de politique publique congolais. Les données proviennent de sources officielles : Banque mondiale, Nations Unies, UNICEF, ainsi que des ministères sectoriels congolais (Formation professionnelle, Jeunesse, Éducation). Les projections démographiques sont issues des travaux de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et de la Division de la population des Nations Unies.

III. La dynamique démographique : une bombe à retardement ou un dividende à saisir ?

3.1. Une croissance démographique exceptionnelle

La RDC connaît l'une des croissances démographiques les plus rapides au monde. Le taux de fécondité s'élève à 5,9 enfants par femme, bien au-dessus du seuil de remplacement de 2,1. Cette fécondité élevée, combinée à une baisse de la mortalité, produit une croissance annuelle de la population d'environ 3,2 %. Selon les projections, la population congolaise devrait doubler en moins de 25 ans, atteignant environ 200 millions d'habitants d'ici 2050 et au moins 215 millions à l'horizon 2050.

Cette dynamique démographique se caractérise par une structure par âge extrêmement jeune. Les moins de 15 ans représentent 48 % de la population, et les jeunes de 15 à 24 ans constituent une proportion significative de la population active. Environ 4,5 millions d'enfants naissent chaque année en RDC, soit plus de 800 000 naissances annuelles de plus que dans l'ensemble des États-Unis ou des 27 États membres de l'Union européenne.

3.2. Les implications pour l'emploi et les services sociaux

Cette croissance démographique crée une pression considérable sur le marché du travail. Le taux de chômage national est de 11 %, et 76 % des chômeurs sont des jeunes âgés de 15 à 34 ans. Le sous-emploi est encore plus préoccupant, touchant plus de 50 % des adultes et plus de 70 % des jeunes. Plus de 88 % de la population active survit dans le secteur informel, où les emplois sont précaires et les revenus instables.

La situation de l'éducation aggrave cette problématique. Près de 18 % des jeunes arrivent sur le marché du travail sans aucune éducation, et ce chiffre ne diminuera que légèrement à 12 % d'ici 2030 et 10 % d'ici 2045 si les tendances actuelles persistent. Par ailleurs, 23 % des enfants présentant des besoins particuliers avérés sont exclus du système éducatif.

3.3. La fenêtre d'opportunité

Malgré ces défis, la structure démographique congolaise offre une opportunité historique. La RDC figurera, à partir de 2050, parmi un nombre restreint de pays parmi les plus jeunes au monde. Cette jeunesse constitue un « atout considérable, à condition d'investir massivement dans l'éducation », comme le souligne le ministère du Plan. La décennie 2025-2035 représente donc une fenêtre critique pour opérer la transition vers un dividende démographique.

IV. La transformation éducative : du système hérité à l'école de demain

4.1. Les limites du système éducatif actuel

Le système éducatif congolais demeure largement inadapté aux besoins d'une économie moderne. La formation professionnelle souffre d'une « inadéquation persistante entre les compétences enseignées et les besoins des entreprises », en particulier des petites et moyennes entreprises. Cette déconnexion entre l'offre de formation et la demande du marché du travail explique en grande partie le chômage massif des jeunes diplômés. Selon une enquête récente, un jeune diplômé sur cinq seulement a un emploi, tandis qu'un sur quatre est au chômage.

Par ailleurs, les aspirations professionnelles des jeunes restent majoritairement orientées vers le secteur public : 68 % des jeunes souhaitent travailler dans la fonction publique, et seulement 17 % sont enclins à se lancer dans l'entrepreneuriat. Cette préférence pour l'emploi public reflète à la fois la précarité du secteur privé formel et une culture entrepreneuriale encore peu développée.

4.2. Les réformes en cours

Consciente de ces défis, la RDC a engagé une série de réformes ambitieuses. La Politique nationale de la formation professionnelle (PNFP) 2026-2035 constitue le cadre stratégique principal de cette transformation. Adoptée en Conseil des ministres, elle vise à « améliorer la qualité de la formation, renforcer l'adéquation entre les compétences et les besoins du marché du travail, ainsi qu'à contribuer au développement du capital humain national ».

La PNFP s'articule autour de plusieurs axes : la professionnalisation accrue des jeunes, le renforcement des compétences techniques, l'intégration du numérique dans les dispositifs de formation, et le renforcement de l'employabilité des jeunes et des personnes vulnérables. Un cadre de concertation intersectoriel a été mis en place pour assurer une meilleure organisation du secteur, qui relève de plusieurs ministères (Formation professionnelle, Jeunesse, Emploi, Affaires sociales).

4.3. La formation duale : une innovation prometteuse

Parmi les innovations les plus prometteuses figure la formation par apprentissage dual (FAD), expérimentée par des organisations comme Swisscontact dans la région des Grands Lacs. Ce modèle alterne formation théorique et immersion pratique en entreprise sur une période de 18 mois, avec une implication directe du secteur privé. Le « learning by doing » et la Validation des Acquis Professionnels (VAP) renforcent considérablement l'employabilité des jeunes en leur permettant d'acquérir des compétences concrètes et adaptées au marché.

L'approche duale présente l'avantage de combler le fossé entre le système éducatif et le monde de l'entreprise. Les entreprises artisanales et les ateliers ne sont pas de simples lieux de stage, mais des « lieux réels où les jeunes rencontrent des co-formateurs et souvent des mentors ». Cette proximité avec le monde professionnel facilite l'insertion des jeunes et réduit le risque de décrochage.

4.4. La transition numérique de l'éducation

La RDC affiche l'ambition de « faire du pays, d'ici 2035, un précurseur africain en matière d'intelligence artificielle ». Cette vision place l'IA au cœur d'une stratégie qui mise sur « la formation, l'entrepreneuriat et l'employabilité des jeunes chercheurs et ingénieurs, avec l'objectif de transformer l'éducation en véritable moteur de développement et d'innovation ».

La stratégie nationale pour l'adoption de l'IA, en cours d'élaboration, repose sur trois piliers : faire de l'IA un levier d'inclusion et de souveraineté éducative ; positionner la RDC comme leader régional dans le domaine de l'IA et des infrastructures numériques durables ; et développer un pôle de données éthique et d'innovation. Cependant, la fracture numérique demeure un obstacle majeur : moins de 35 % de la population a accès à l'internet mobile, et le taux de pénétration de la téléphonie mobile reste inférieur à 65 %.

V. L'écosystème entrepreneurial et numérique : moteur de la transformation

5.1. Le programme « Debout Jeunes Congolais »

Le programme présidentiel « Debout Jeunes Congolais », lancé en 2026, constitue l'initiative la plus ambitieuse en faveur de l'emploi des jeunes. Doté d'un budget de 1,3 milliard de dollars sur six ans, il vise à « créer des millions d'emplois d'ici à 2032 » grâce à un dispositif intégré de formation professionnelle, d'accompagnement à l'entrepreneuriat et de facilitation de l'accès au marché de l'emploi.

Ce programme est issu du pacte national pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes, élaboré à la suite de la Table ronde nationale de 2025. Il se décline en une dizaine de sous-programmes offrant « deux parcours clairs à la jeunesse » : le parcours scolaire et académique classique, et le parcours non scolaire, permettant aux jeunes en décrochage de retrouver une trajectoire professionnelle solide. Un Centre digitalisé de monitoring des données a été créé pour comptabiliser en temps réel le nombre d'entreprises et d'emplois créés sur l'ensemble du territoire national.

5.2. L'entrepreneuriat numérique et l'IA

L'entrepreneuriat numérique émerge comme un secteur porteur pour la jeunesse congolaise. Des initiatives comme celle de Cisco et Cybastion prévoient la formation de 250 000 jeunes aux métiers du numérique, couvrant des domaines clés tels que la cybersécurité, la data science, la programmation et la transformation digitale. L'UNICEF, en partenariat avec Kinshasa Digital Academy, a lancé l'initiative « Génération sans limites » visant à former dix millions de jeunes Congolais d'ici 2030.

L'adoption de l'intelligence artificielle par les jeunes entrepreneurs congolais fait l'objet d'une attention croissante. Une étude récente publiée dans *Frontiers in Artificial Intelligence* analyse comment les jeunes entrepreneurs déploient des outils d'IA pour la traduction, la création de contenu, l'engagement client et la micro-automatisation, principalement via des plateformes mobiles et les réseaux sociaux. Cependant, cette adoption reste « principalement portée par l'expérimentation informelle, entre pairs et mobile-first », et l'écart persiste entre les stratégies nationales d'IA et les pratiques quotidiennes des jeunes.

L'étude identifie quatre piliers pour un cadre d'action stratégique : (1) l'infrastructure numérique et l'accès équitable, (2) les compétences, la formation et l'employabilité, (3) la gouvernance, l'éthique et la régulation, et (4) les écosystèmes d'innovation et la coopération régionale. Ces piliers fournissent un cadre utile pour penser les politiques publiques en faveur de l'entrepreneuriat numérique des jeunes.

5.3. Les limites et les risques

Malgré ces initiatives prometteuses, plusieurs obstacles persistent. L'insuffisance des moyens financiers demeure le principal défi du ministère de la Formation professionnelle. La fracture numérique limite l'accès des jeunes ruraux aux opportunités offertes par l'économie numérique. Enfin, la prévalence du secteur informel (plus de 80 % de la population active) complique la formalisation des entreprises et l'accès au financement.

VI. Résultats et discussion

6.1. Une convergence de politiques publiques

L'analyse révèle une convergence remarquable des politiques publiques congolaises autour de la jeunesse. Le Plan National Stratégique de Développement (PNSD), le Pacte national pour la jeunesse, le programme « Debout Jeunes Congolais », la Politique nationale de la formation professionnelle 2026-2035 et la stratégie nationale d'IA forment un ensemble cohérent qui place la jeunesse au cœur de la stratégie de développement. Cette convergence constitue un atout majeur pour la mise en œuvre coordonnée des réformes.

6.2. Les défis persistants

Cependant, plusieurs défis demeurent. Premièrement, la coordination intersectorielle reste complexe : la formation professionnelle relève de plusieurs ministères, ce qui peut générer des chevauchements et des inefficacités. Deuxièmement, les ressources financières mobilisées, bien qu'importantes, restent en deçà des besoins estimés.

Troisièmement, la mise en œuvre effective des politiques se heurte à des contraintes institutionnelles et logistiques dans un pays-continent aux infrastructures limitées.

6.3. L'urgence de l'action

La décennie 2025-2035 est critique. Au-delà de cette période, la structure par âge de la population congolaise commencera à se modifier, réduisant progressivement la fenêtre d'opportunité démographique. Comme le souligne l'analyse stratégique « Le Congo contre le temps », il est urgent d'agir dans un « espace temporel limité de dix ans » pour transformer la pression démographique en moteur de développement durable. Cette urgence appelle des investissements massifs, des systèmes de données fiables et un accès aux mécanismes de financement internationaux.

VII. Recommandations

Sur la base de cette analyse, plusieurs recommandations peuvent être formulées pour préparer efficacement l'avenir de la jeunesse congolaise à l'horizon 2035 :

1. Investir massivement dans l'éducation et la formation professionnelle. La priorité doit être donnée à la réduction du nombre de jeunes entrant sur le marché du travail sans éducation, à l'extension de la formation duale à l'ensemble du territoire, et à l'intégration systématique des compétences numériques dans les curricula.
2. Accélérer la transition démographique. L'investissement dans l'éducation des filles et la santé reproductive constitue un levier essentiel pour accélérer la transition démographique et libérer le dividende. Les programmes de planification familiale doivent être renforcés, en partenariat avec les organisations communautaires.
3. Renforcer l'écosystème entrepreneurial. La facilitation de l'accès au financement pour les jeunes entrepreneurs, la simplification des procédures de création d'entreprise et le développement de hubs d'innovation dans les provinces sont des priorités. L'expérience du programme « Debout Jeunes Congolais » doit être capitalisée et étendue.
4. Combler la fracture numérique. L'expansion de la connectivité à haut débit, l'investissement dans les infrastructures électriques fiables et le développement de laboratoires communautaires numériques sont indispensables pour permettre aux jeunes ruraux de participer à l'économie numérique.
5. Renforcer la gouvernance et la coordination. La mise en place d'un mécanisme de coordination interministérielle efficace, doté de ressources suffisantes et d'un système de suivi-évaluation robuste, est nécessaire pour garantir la mise en œuvre effective des politiques.
6. Mobiliser les partenariats internationaux. L'accès aux financements climatiques et aux mécanismes de coopération internationale doit être optimisé pour soutenir les investissements dans le capital humain et les infrastructures résilientes.

VIII. Conclusion

La préparation de l'avenir de la jeunesse congolaise à l'horizon 2035 constitue le défi majeur de la RDC. La dynamique démographique du pays, avec une population qui devrait atteindre 148 millions d'habitants d'ici 2035 et une jeunesse représentant plus de 60 % de la population, crée une pression sans précédent sur le marché du travail et les services sociaux. Mais cette réalité démographique constitue également une opportunité historique : celle de transformer le dividende démographique en moteur de développement durable.

L'analyse des politiques publiques en cours révèle une convergence prometteuse autour de la jeunesse. Le programme « Debout Jeunes Congolais », la Politique nationale de la formation professionnelle 2026-2035 et la stratégie nationale d'IA constituent des instruments majeurs pour opérer cette transformation. Cependant, leur mise en œuvre effective se heurte à des obstacles persistants : coordination intersectorielle complexe, insuffisance des ressources, fracture numérique et prévalence du secteur informel.

La décennie 2025-2035 est décisive. Au-delà de cette période, la fenêtre d'opportunité démographique commencera à se refermer. La RDC dispose d'un atout considérable : sa jeunesse. Mais cet atout ne se transformera en dividende que si des investissements massifs, coordonnés et urgents sont réalisés dans l'éducation, la formation

professionnelle et l'entrepreneuriat. Comme le souligne le Vice-Premier Ministre Daniel Mukoko Samba, « il ne s'agit pas de créer des milliers, mais des millions d'emplois : c'est là la grande équation de notre pays ». La réussite de cette équation déterminera non seulement l'avenir de la jeunesse congolaise, mais aussi celui de la nation tout entière.

Références bibliographiques

- [1]. Academia.edu. (2026). Le Congo contre le temps : 2025-2035, la décennie décisive entre planification et chaos. <https://www.academia.edu/165242995/>
- [2]. ACP. (2026, 1er juillet). RDC : le programme présidentiel « Debout Jeunes Congolais » doté d'un budget de 1,3 milliards USD. <https://acp.cd/business/rdc-le-programme-presidentiel-debout-jeunes-congolais-dote-dun-budget-de-13-milliards-usd/>
- [3]. ACP. (2026, 25 mai). RDC : le rôle de régulation de la formation professionnelle expliquée à l'Assemblée nationale. <https://acp.cd/nation/rdc-le-role-de-regulation-de-la-formation-professionnelle-expliquee-a-lassemblee-nationale/>
- [4]. ACIOMAG. (2025, 10 septembre). En RDC, le système éducatif amorcé sa transition vers les technologies émergentes. <https://cio-mag.com/en-rdc-le-systeme-educatif-amorce-sa-transition-vers-les-technologies-emergentes/>
- [5]. Actualite.cd. (2026, 14 janvier). Accords de Washington et de Doha : Daniel Mukoko Samba trace les perspectives économiques pour la jeunesse congolaise. <https://actualite.cd/2026/01/14/accords-de-washington-et-de-doha-daniel-mukoko-samba-trace-les-perspectives-economiques>
- [6]. Frontiers in Artificial Intelligence. (2026). Compressed professionalization in informal economies: A socio-technical analysis of youth-led artificial intelligence adoption in the Democratic Republic of the Congo. <https://www.frontiersin.org/journals/artificial-intelligence/articles/10.3389/frai.2026.1868452/full>
- [7]. Ministère de la Formation professionnelle. (2026, 23 février). Consécration de la Politique Nationale de la Formation Professionnelle. <https://formation.gouv.cd/>
- [8]. Ministère de la Formation professionnelle. (2026, 30 mai). Formation professionnelle : la nouvelle Politique nationale 2026-2035 vulgarisée dans les provinces. <https://formation.gouv.cd/>
- [9]. Swisscontact. (2025, 13 août). Formation duale en RDC : quand l'apprentissage en alternance façonne l'avenir des jeunes Congolais.es. <https://www.swisscontact.org/fr/nouvelles/formation-duale-en-rdc-quand-lapprentissage-en-alternance-faconne-lavenir-des-jeunes-congolais-es>
- [10]. UNICEF. (n.d.). Conseil économique et social — Analyse de la situation des enfants et des femmes en RDC. <https://www.unicef.org/>
- [11]. Rédigé par CT TRICA SALAKIAKU MBUTA Chef de travaux à l'ISPT-Kinshasa et ASSR2 à l'Institut Géographique du Congo.